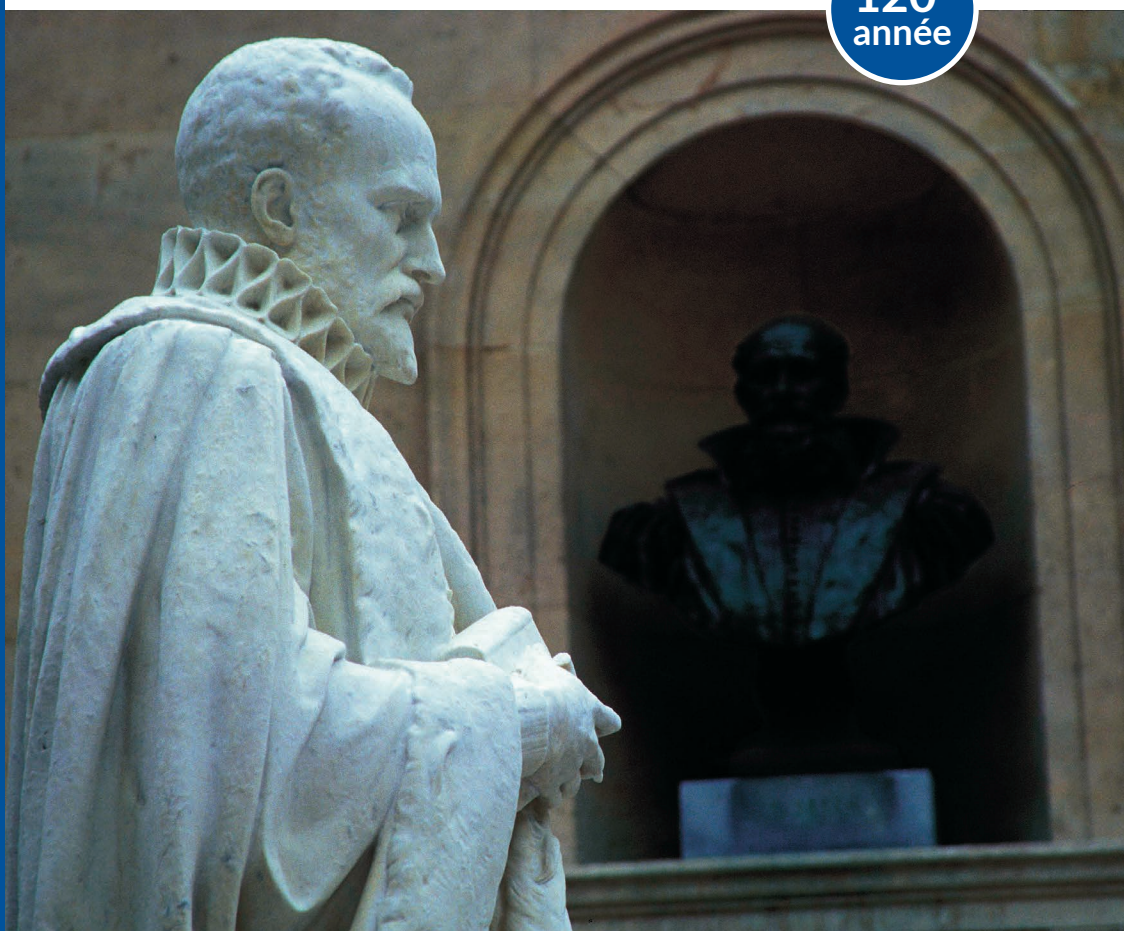


# ANNUAIRE du **COLLÈGE DE FRANCE** 2019 - 2020

Résumé des cours et travaux

120<sup>e</sup>  
année



COLLÈGE  
DE FRANCE  
—1530—

# HISTOIRE CONTEMPORAINE DU MONDE ARABE

Henry LAURENS

Professeur au Collège de France

---

Mots clés : histoire, monde arabe, Égypte, guerre froide, Palestine

---

La série de cours « Crises d'Orient : les origines de l'autoritarisme à partir de 1949 » est disponible en audio, sur le site internet du Collège de France (<https://www.college-de-france.fr/agenda/cours/crises-orient-les-origines-de-autoritarisme-partir-de-1949>), ainsi que les séries de séminaires « Culture politique arabe » (<https://www.college-de-france.fr/agenda/seminaire/culture-politique-arabe-6>) et « La démocratie française et les Français musulmans face aux guerres civiles et aux déchirements des mondes arabes et musulmans (1979-2019) » (<https://www.college-de-france.fr/agenda/seminaire/la-democratie-francaise-et-les-francais-musulmans-face-aux-guerres-civiles-et-aux-dechirements-des>). Le colloque « Des démocraties en invention ? Les pays arabes comme laboratoire de nouvelles transformations du politique » est, quant à lui, disponible en audio et vidéo (<https://www.college-de-france.fr/agenda/colloque/des-democraties-en-invention-les-pays-arabes-comme-laboratoire-de-nouvelles-transformations-du>).

## ENSEIGNEMENT

### COURS – CRISES D'ORIENT : LES ORIGINES DE L'AUTORITARISME À PARTIR DE 1949

Reprenant une analyse sur deux siècles des crises d'Orient, le cours de cette année débute par une mise au point épistémologique indispensable. La nature des interrelations d'Orient et d'Occident – comment l'un et l'autre interagissent sur le terrain du Moyen-Orient – impose en premier lieu une lecture par les acteurs

centraux des États. Une large place de l'analyse est aussi consacrée à déterminer quels sont les événements et faits saillants. Contrairement à d'autres espaces ou périodes historiques, le passé est loin d'être passé pour les contemporains, aussi faut-il en premier lieu établir patiemment des séquences montrant les grandes inflexions de ces crises et, en leur sein, reconstruire avec précision les jeux de chacun. Deux éléments renforcent ce postulat méthodologique : le mouvement accéléré de ces sociétés bouleverse constamment ces pays – il suffit de se souvenir que la population est multipliée par trois entre 1945 et 1970 – et que chaque crise semble le terreau de la suivante créant un effet d'hyper-événementialité. En adoptant une démarche qui vise à cerner la part d'action de chacun, sur des terrains multiples, il devient possible de restituer les crises d'Orient.

### **Les impensés de la Guerre froide : le développement**

Le cours débute en 1949, moment charnière où le conflit de Palestine se transforme avec l'indépendance acquise d'Israël et l'impossible stabilisation régionale autour des armistices. Plutôt que de s'intéresser à l'histoire du règlement de paix, bien étudiée les années précédentes, le cours déplace la focale outre-Atlantique. Dans son discours de 1949, Truman énonce, dans ce qui entre dans la postérité comme point IV, que le « développement » fait partie intégrante des outils pour lutter contre le communisme. Pour comprendre l'incidence de cette nouvelle ligne, il faut en préciser l'origine consubstantielle avec le Moyen-Orient. Le terme apparaît dans le vocabulaire politique à l'occasion des règlements postérieurs à la Première Guerre mondiale et à la définition des mandats. Ce cadre programmatique flou vise à dépasser la « mission civilisatrice » propre à la colonisation pour prendre en considération les populations locales sans pour cela préciser ce que veut dire « développer » un pays.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans le discours de Truman, le Moyen-Orient redevient l'espace d'expérimentation de cette pensée. L'équation des décideurs américains est en apparence simple : un pays accédant à un certain niveau d'aisance ne peut devenir communiste. C'est la naissance de la théorie de la modernisation, c'est-à-dire de la promotion de classes moyennes devant affermir les sentiments libéraux dans les États en voie de décolonisation. Cette ligne de conduite se double de nouveaux acteurs, au premier rang desquels la Banque internationale de reconstruction et de développement, ancêtre de la Banque mondiale. Ces institutions internationales prennent place dans le concert des nations d'autant plus facilement qu'elles ne peuvent, à la différence des États européens, être accusées d'impérialistes. L'entrée de ce discours marque l'avènement d'une politique nécessairement volontariste de régler les différends perçus comme mineurs devant le réel danger pour les États-Unis : l'invasion soviétique. Elle se couple de l'émergence de nouvelles agences, celles du renseignement, qui prolongent la diplomatie traditionnelle sur le terrain.

Cependant, cette ligne de conduite conduit immédiatement à des réceptions locales empreintes d'incompréhension, de jeux de calcul et de repositionnements. Pour les nouveaux États arabes, les lendemains de la guerre de Palestine ne voient pas de stabilisation autour des armistices. Différentes forces occupent la rue ou s'affrontent dans les institutions paralysant les systèmes. En outre, l'entrée des États-Unis suscite l'incompréhension et le ressentiment, mais aussi un certain intérêt pour contrebalancer la puissance britannique déclinante. Là où les États-Unis proposent une mise en valeur des pays pour lutter contre le communisme et régler le problème des réfugiés palestiniens par leur intégration dans les tissus économiques et sociaux nationaux, les

autorités y voient une ingérence étrangère et la volonté de les pousser à accepter les faits accomplis voulus par Israël. Au mieux, la stabilisation passe par des solutions de force : coup d'État en Syrie, mainmise de Nuri al-Saïd en Irak. Pourtant les réflexions autour de la défaite portées en premier lieu par les intellectuels palestiniens, visent à une remise en cause profonde des structures sociales et politiques arabes afin de les rendre susceptible de relever le défi de 1948.

### **Les impensées : quelles alliances militaires pour la région**

Les négociations qui visent, tout à la fois, à replacer la puissance britannique au cœur du Moyen-Orient par des systèmes de traités et à renforcer les armées locales dans la perspective du prochain conflit mondial achoppent sur la question des armements. Les Britanniques ne sont soit plus en mesure d'armer leurs alliés comme ces derniers le souhaiteraient, soit contraints – par les Américains entre autres – de respecter une parité d'armement pour éviter que la compétition israélo-arabe n'embrase la région. De ceci, il résulte pour les parties en faveur de l'Occident, une série de désillusions entre 1949 et 1951. Leur déception est différemment interprétée par les puissances occidentales. Pour les Britanniques, selon le nouvel adage développementaliste, le problème tient en partie aux élites, les Pachas, sur lesquelles la Grande-Bretagne s'est appuyée, qui ne font pas place aux paysans. Pour les États-Unis, de nouvelles forces sociales sont à promouvoir et soutenir, que représentent en Syrie les officiers. Cette recherche du bon partenaire local s'explique par le grand traumatisme américain après 1949 : la perte de la Chine avec la victoire de Mao Zedong, montre que des régions entières peuvent basculer dans le communisme.

Néanmoins, l'irrésolution de la question militaire attise les tensions. L'Égypte et l'Arabie saoudite reconnaissent ne pas pouvoir attaquer Israël – ni le vouloir – pourvu qu'on ne leur demande pas non plus d'accepter les faits d'armes. D'autres, tel Maruf al-Dawalibi, ministre syrien, dénonce les collusions avec l'Occident qui nuisent aux intérêts arabes. La reprise de la guerre des frontières et les missions punitives israéliennes condamnant Israël et incitent la Grande-Bretagne à reprendre ses livraisons d'armes auprès de ses alliés. La France, de même, aide ses anciens mandats. Cette situation pousse France, Grande-Bretagne et États-Unis à édicter un nouveau code de conduite à l'occasion d'une déclaration tripartite : les puissances occidentales s'engagent au *statu quo* et se refusent à entretenir la course à l'armement. Cette décision, couplée au déclenchement de la guerre de Corée, voit l'émergence du neutralisme dans les pays arabes. En parallèle, Israël relance les pressions militaires sur les frontières, que ce soit pour annexer le Néguev en déportant une partie des Bédouins ou dans la zone démilitarisée avec la Syrie.

Pour les Occidentaux, le problème de l'armement et la résistance à une potentielle avancée soviétique les poussent à s'intéresser à d'autres formules. Le temps est aux pactes militaires. Le problème sous-jacent de ces accords est de mettre en lumière les relations contradictoires entre puissances occidentales et moyen-orientales. Dans un premier temps, les États-Unis acceptent d'intégrer Turquie et Grèce dans la nouvelle Organisation du traité de l'Atlantique Nord. (OTAN). Avec les alliances asiatiques, il reste un ventre mou sur les frontières septentrionales de l'URSS. Qui faut-il inclure et quels engagements réciproques faut-il adopter ? Ces deux questions suscitent toute une série de tractations et en retour de tensions. Pour les États-Unis, la Grande-Bretagne peut demeurer le fournisseur de l'Égypte, la France, de la Syrie et du Liban. Cependant, toute alliance militaire avec ces États pose la question de la place d'Israël,

de sa protection par la puissance américaine et la conclusion d'une paix régionale. En retour, tout accord international est soumis dans les pays arabes à de multiples critiques et objections : n'est-ce pas une nouvelle atteinte aux souverainetés chèrement défendus. Sur le terrain, l'expulsion de Bédouins du Néguev ou l'assèchement du lac de Houle ravivent les tensions entre Israël et pays arabes.

Ces nouvelles discussions prennent place alors que la péninsule arabique apparaît de plus en plus comme le cœur stratégique du Moyen-Orient. À partir de 1950, suivant le modèle du Venezuela, les compagnies américaines signent des accords dit « fifty-fifty », c'est à-dire le partage à égal des revenus pétroliers avec les États producteurs. Ces derniers voient mécaniquement leur richesse croître rapidement. Après l'Arabie saoudite, l'Irak accède au même *statu* en 1952. Cette nouvelle richesse n'empêche pas les rivalités locales qui mettent en porte-à-faux les puissances occidentales. Ainsi en 1952, l'Arabie saoudite fait occuper l'oasis de Buraymi, ce qui provoque la résistance de Sheikh Zayed depuis Abu Dhabi (à l'époque 3 000 habitants) avec le soutien britannique. La question pétrolière se greffe à la politique du désert. Dans ce contexte prennent place les prolégomènes de la question iranienne : Mossadegh, nouvel homme fort du parlement, fort du soutien de l'ayatollah Kashani, veut faire du pétrole le symbole de l'indépendance nationale contre les empiètements de la Grande-Bretagne. Ce combat se double de son propre combat contre l'influence du Chah. L'achoppement des négociations avec les représentants britanniques le pousse à nationaliser la compagnie, défi majeur à l'organisation britannique du Moyen-Orient.

Les négociations reprennent avec le gouvernement wafdiste égyptien. Les Occidentaux lui proposent de faire partie du MEDO (*Middle East Defense Organisation*), ce qui ne rencontre pas son plein assentiment. Les autorités égyptiennes restent intransigeantes sur l'unité de la vallée du Nil (sous leur direction) à l'encontre des vellétés britanniques de demander l'avis des Soudanais, et sont largement paralysées par les affaires de corruptions et l'enthousiasme suscité dans l'opinion publique par l'Iran. Les manifestations de rue se multiplient contre la présence de la Grande-Bretagne, compliquant d'autant les ouvertures occidentales. Discrètement, le gouvernement égyptien s'enquiert auprès de l'URSS de l'achat d'armes, ce que refuse Staline. À ce moment-là, à Ismaïlia, la répression britannique contre un poste de police déchaîne la colère : en réponse, un gigantesque incendie plus ou moins provoqué frappe le Caire détruisant les symboles de la présence britannique. Après la consternation, le gouvernement britannique tente l'apaisement avec l'Égypte. L'inquiétude grandit chez les Occidentaux qu'aucun pays arabe n'adhère au système d'alliance. Pour le moment, Chypre devient le siège du MEDO.

### **Le tournant 1952 et ses suites**

Le véritable tournant advient en juillet 1952. Non sur la forme. De jeunes officiers égyptiens renversent la monarchie et intiment à Farouk de partir en exil, ce à quoi il consent. Ils avaient prévenu l'ambassade américaine pour éviter toute suite fâcheuse et les États-Unis avaient immédiatement vu dans l'avènement d'un nouveau régime une clé aux problèmes de la région. La nouveauté tient dans l'alliance entre rejet des Britanniques et projets de réformes sociales portés par les nouveaux dirigeants. La conséquence en est que, dès 1953, ils en viennent à définir, derrière le nouvel homme fort, Nasser, leur régime de « révolutionnaire ». Déçus, en outre, des jeux partisans, ils finissent par bannir tous les anciens partis et à gouverner le pays à la tête d'un conseil de la révolution, dont la légitimité vient de l'accomplissement, justement, de

la révolution. Les jeunes officiers rompent avec la tradition libérale existant alors, avant de mettre en place un État policier d'une grande férocité. Rapidement le nouveau régime se distant de la confrérie des Frères musulmans.

D'obédience occidentale, le régime des Officiers libres suit largement l'expérience syrienne menée par le général Shishakli qui gouverne le pays depuis avril 1952. Ce dernier suit d'ailleurs les évolutions égyptiennes pour institutionnaliser son régime en créant un mouvement (plutôt qu'un parti) hégémonique : le mouvement de libération arabe, et en rétablissant le parlement dominé par cette force partisane. Ces deux régimes se montrent favorables aux États-Unis, étant fortement anticommunistes. Ils attendent de ces derniers une aide militaire pour montrer que les nouvelles autorités sont en mesure de corriger la gageure de 1948, un soutien économique pour développer le pays et une assistance diplomatique – surtout dans le cas égyptien – pour pousser la Grande-Bretagne à partir. Ce dernier point est obtenu en 1954, dans des termes peu favorables à la nouvelle équipe. La livraison d'armes, en revanche, se heurte aux Britanniques qui craignent une relance de la compétition avec Israël.

L'élection d'une nouvelle administration américaine modifie la donne régionale. Le président Eisenhower symbolise la fin de la sortie de guerre. Son secrétaire d'État, John Foster Dulles, innove immédiatement en entreprenant la première tournée régionale des capitales du Moyen-Orient, ce qui lui fait comprendre la sympathie globale de la région pour l'Ouest, si tant est que l'Occident réponde aux attentes arabes, et que le principal ennemi pour les États arabes reste Israël et non l'URSS. Pour les Israéliens, au contraire, Israël est le meilleur allié des États-Unis et Ben Gourion fait remarquer que les pays arabes doivent se consacrer à leur développement et non à l'armement. Cette tournée régionale se clôt alors que Staline meurt. Les dernières années de son régime furent marquées par une remontée de l'antisémitisme en URSS, ce qui l'avait éloignée d'Israël. Un réchauffement s'opère quand Beria succède pour 100 jours à Staline. Débute une remise en cause de la politique soviétique à l'adresse du Moyen-Orient : dès 1953, les autorités font savoir qu'ils veulent intensifier leurs relations commerciales.

L'arrivée au pouvoir d'Eisenhower modifie l'attitude américaine sur la question iranienne. Partisan des coups ou *secret operation*, le nouveau président américain, qui suit attentivement la politique étrangère, en vient rapidement à se rapprocher de la position britannique, à savoir que le gouvernement Mossadegh menace la région. Le retour des conservateurs au pouvoir à Londres conduit à un durcissement avec la rupture des relations diplomatiques puis le boycott des produits pétroliers iraniens. La position intérieure de Mossadegh s'affaiblit le poussant à plus d'intransigeance. À partir de février 1953, Américains et Britanniques étudient les modalités d'une opération préventive, qui est conduite en août 1953. Loin d'être seulement un coup orchestré par les services occidentaux, – l'ouverture des archives souligne l'importance des acteurs locaux –, ce mouvement soutenu par les États-Unis et la Grande-Bretagne met fin au pluralisme politique en Iran avec la reprise en main des affaires par le Chah. Cette opération scelle aussi la grande transformation débutée à l'été 1952 : le combat contre « l'impérialisme » occidental se situe aussi à l'encontre des concessions datant d'avant la guerre.

### Résoudre la crise ou le déclenchement d'une nouvelle

Le règlement iranien n'autorise pas la résolution de la crise qui suscite les remous de la région depuis 1948 : comment à la fois faire cesser les tensions entre pays de la

région et les arrimer à la défense avec l'Occident contre l'URSS ? Le cas égyptien est symptomatique de ce dilemme. La nouvelle administration américaine soutient la nouvelle direction des Officiers libres, en dépit de réticences fortes du Congrès de tendance isolationniste – tendance renforcée par le fait que l'Égypte exporte du coton, ce qui nuit aux États du sud des États-Unis. En outre, en 1953, la guerre des frontières reprend entre Israël et ses voisins, alors que la succession jordanienne laisse un moment présagé d'une fusion avec l'Irak. En parallèle, Shishakli est renversé, rouvrant la question syrienne – c'est-à-dire les affrontements de coalitions politico-militaires syriennes pour définir l'orientation de politique intérieure et étrangère. Dans ce contexte, le règlement entre l'Égypte et la Grande-Bretagne semble lever l'hypothèque qui empêchait toute avancée dans la question des alliances militaires locales.

Le paradoxe de cette sortie de crise tient au mode secret et ambivalent des acteurs occidentaux à l'adresse de leurs partenaires locaux qui, informés très partiellement des projets, vont imaginer d'autres scénarios. Cela multiplie les soupçons et les réactions négatives. Ainsi, dès avril 1954, l'Irak devient éligible à l'aide militaire américaine, ce qui suscite une inquiétude israélienne. De même, le renforcement de Nasser sur la scène intérieure ne déçoit pas les Américains et Britanniques, mais le pousse vers un durcissement de son régime qui fait face aux critiques des Frères musulmans ou des communistes. Pour une partie des Occidentaux, une doctrine se forme de manière parallèle, autour de l'autoritarisme comme solution au dilemme du moment : les officiers peuvent mener les réformes sociales indispensables et éviter l'arrivée des communistes, et ont pour cela besoin d'un moment de dictature. Le 26 octobre 1954, une tentative d'assassinat frappe le nouveau dirigeant égyptien : Nasser, pris d'émotion, se révèle, à travers son discours, le nouveau tribun du peuple égyptien. Les Frères musulmans sont traqués à la suite du discours. Cette attitude pousse Nasser à se montrer également intransigeant dans le procès contre les espions pour le compte d'Israël, justifiant aux yeux de l'État hébreu une nouvelle peur contre l'Égypte des Officiers libres. En outre, que les nationalistes maghrébins trouvent refuge en Égypte fait du pays l'ennemi de la France. Or cette puissance occidentale dispose depuis peu d'une nouvelle industrie d'armement, ce qui incite Israël à entrer en négociation.

La seconde phase du règlement régional – après l'accord britannico-égyptien – prend le nom de plan Alpha pour les États-Unis : il s'agit de fournir des incitations économiques et militaires à tous les partenaires de la région pour les pousser dans une grande alliance. Dans le domaine de la sécurité, cela pourrait aller jusqu'à une garantie collective des principales puissances occidentales éventuellement sous forme de traité de respect des frontières de chacun des pays concernés, une sorte de déclaration tripartite élargie. Des aménagements conséquents et réciproques des lignes d'armistice atténueraient les risques de violence. Les États arabes devraient abandonner l'état de belligérance avec ce qu'il implique (liberté de passage sur les voies d'eau, fin des *boycotts*). Les réfugiés palestiniens seraient indemnisés et réinstallés dans le cadre d'un plan global de répartition et d'utilisation des eaux du bassin du Jourdain. L'aide civile et militaire à l'Égypte serait augmentée et les puissances anglo-saxonnes participeraient activement au financement et à la construction du haut barrage d'Assouan, destiné à régulariser, une fois pour toutes, le débit du Nil. Une garantie de sécurité serait offerte au Liban. Les Américains sont assez hostiles à une participation de la France du fait de son manque de fiabilité (souvenir douloureux de la querelle de la Communauté européenne de défense). Néanmoins, la France et la Turquie pourront être appelées à participer à l'ensemble des aménagements de sécurité régionale entre Israël et les pays arabes, et les pays arabes entre eux.

Tout le problème devient le dévoilement du plan : par quelle puissance commencer pour ne pas susciter l'adversité des autres ? En outre, chaque élément – développement de la vallée du Jourdain, politique d'armement – est cloisonné l'un de l'autre. Tous les États du Moyen-Orient ne sont pas directement concernés par le plan. Ainsi l'Irak est tenu à l'écart, ce qui va dans le sens des vues britanniques voulant, après le départ d'Égypte, faire de ce pays leur principal allié. Aussi soutiennent-ils les initiatives de Nuri al-Saïd revenu au pouvoir, qui entreprend au début de 1955 de fonder une nouvelle alliance avec la Turquie, connue comme le « pacte de Bagdad ». S'y joignent Pakistan et Iran dans une défense commune de l'islam. Cet accord crée en retour d'intenses critiques et attaques de l'Égypte, dont les autorités en viennent à soupçonner un nouveau coup occidental. Dans le même temps, la mise en place d'une nouvelle radio – « La Voix des arabes » – fait de l'Égypte un pays écouté dans l'ensemble de la région.

En février 1955, Eden se rend en Égypte, où il apporte des garanties au régime égyptien, lui indiquant vouloir faire de ce pays le leader du monde arabe. Ce rapprochement, couplé au pacte de Bagdad, est perçu en Israël comme une menace existentielle poussant à plus de représailles. Quand une patrouille israélienne est arrêtée de l'autre côté de la frontière syrienne, des bombardements s'ensuivent. En mars 1955, les tenants de la ligne dure au sein du gouvernement israélien parviennent à convaincre le Premier ministre de la nécessité de réprimer les agissements venant de la bande de Gaza (à la suite d'un mort israélien), et, à cette fin, de s'en prendre à l'armée égyptienne stationnée sur ce territoire. Sharett, le Premier ministre israélien, y consent, pourvu que l'opération soit limitée. Elle est confiée à l'unité 101, constituée explicitement dans le but d'infliger des dommages à l'ennemi en représailles et dirigée par Ariel Sharon. Après des combats confus, 18 Israéliens, 2 Palestiniens et 36 militaires égyptiens trouvent la mort. C'est un tollé général avec des manifestations dans les principales villes palestiniennes. C'est un désaveu pour Nasser démontrant la faiblesse de son armée. Sa première réaction est de conclure une alliance militaire avec la Syrie et l'Arabie saoudite. La dénonciation du pacte de Bagdad ne s'en fait – de manière radiophonique – que plus vive. Nasser se rapproche des mouvements progressistes arabes. En avril 1955, la Grande-Bretagne adhère au pacte de Bagdad, ce qui est perçu comme un double jeu de la part de l'Égypte, toujours dans l'ignorance des modalités concrètes du plan Alpha.

Depuis l'entre-deux-guerres, la contestation protéiforme des colonisations a ébranlé la domination européenne sur les territoires du Sud. Elle se complète dans les années 1940 d'une dénonciation de l'impérialisme comme forme de domination nouvelle dans le monde de la guerre froide. Le paradoxe veut que les chantages de l'anti-impérialisme soient eux-mêmes le produit culturel des institutions occidentales ayant fréquenté les universités américaines, suivant les films d'Hollywood. À côté de cela, l'URSS a pu bénéficier d'une aura liée à sa victoire contre l'Allemagne nazie. Dès 1947, Nehru reprend le flambeau du panasiatisme et tente à partir des années 1950 de structurer un bloc de pays nouvellement indépendants. En 1952, Alfred Sauvy vient à qualifier ces nouveaux États, de tiers-monde, soulignant les dynamiques communes qui les animent. Dans le contexte de la guerre froide, ces nouveaux États sont acteurs et enjeux, soit en prenant place dans des alliances telles l'OTASE, soit en rejetant ces alignements au nom du neutralisme. L'Égypte, escale aérienne vers l'Asie, est rapidement intégrée dans les discussions interétatiques autour de ces questions. Le groupe des pays neutralistes organise, en avril 1955, la première rencontre internationale voulant se départir des deux blocs à Bandoeng.



Aussi, ni Israël ni l'Afrique du Sud de l'*apartheid* n'y sont conviés pas plus que l'URSS ou les puissances occidentales. Les dirigeants arabes convergent vers Bandoeng devenant le nouveau centre des pays du Sud. En dépit du retentissement énorme à l'époque de la conférence perçue par l'administration Eisenhower comme un défi, les liens de ces pays demeurent faibles, concurrents économiquement, partagés politiquement, incertains de pouvoir se constituer comme un ensemble homogène alors que chaque participant a à cœur de défendre son indépendance.

Comme il arrive souvent dans ce genre de situation, le plan de paix anglo-américain Alpha, loin d'apaiser les tensions, ne fait que les attiser. Les Américains ont commencé à distiller des informations à leurs interlocuteurs égyptiens, mais ces derniers refusent toute perspective de corridor faisant la jonction avec la Jordanie. Ils restent sur les positions des derniers gouvernements de la monarchie et revendiquent une grande partie du Néguev, que les Israéliens ont annexée lors de l'opération « Fait accompli » postérieure à l'armistice de Rhodes. Du côté israélien, des indiscretions de personnalités politiques britanniques ont donné les grands traits d'Alpha de façon d'ailleurs trompeuse. Aussi modéré qu'il soit, Sharett ne peut accepter une diminution de la part israélienne du Néguev. L'éventualité d'un retour même partiel des réfugiés palestiniens constituerait un danger mortel pour le nouvel État. L'entente de plus en plus perceptible des Britanniques et des Américains l'inquiète considérablement. Au sein du gouvernement, il doit faire face au clan des bellicistes qui, pour mettre fin définitivement aux infiltrations, veulent une guerre avec l'Égypte. Il tente de faire passer, par l'intermédiaire de la CIA, le message à Nasser que son régime pourrait connaître des répercussions négatives s'il continuait à encourager les infiltrations, et qu'il faudrait plutôt reprendre les contacts pour calmer la situation, mais l'Égyptien veut au contraire faire payer l'humiliation de Gaza. Il donne l'ordre à l'armée égyptienne d'entraîner des commandos de Palestiniens pour faire des opérations de représailles. Ces commandos vont entrer dans l'histoire sous le nom de *fedayin* palestiniens. Leur première mission est de poser des mines sur les pistes utilisées par l'armée israélienne. Ce qui motive tout aussi bien les Israéliens que les Arabes est la crainte qu'Alpha, dont on discerne mal les contours, mettrait toute la région sous contrôle anglo-américain par le financement des grands projets, la gestion des ressources en eau et les diverses garanties de sécurité.

En parallèle, le règlement de la succession de Staline, l'affirmation de Khrouchtchev à la tête de l'URSS et la révision de la politique de son prédécesseur amènent à requalifier les régimes arabes dans les classifications soviétiques. Les nouveaux régimes comme celui de Nasser deviennent des représentants de la bourgeoisie nationale, pouvant, dans le cadre du conflit contre les États-Unis, servir d'alliés objectifs. Cette transformation se traduit sur le terrain par une meilleure appréciation des demandes en matière de matériels militaires et d'aide technique des États arabes. Durant l'été 1955, alors que Nasser pense le pacte de Bagdad et l'attaque contre Gaza comme une même entreprise de déstabilisation de son régime, il entame des discussions avec le représentant soviétique. Le 1<sup>er</sup> janvier 1956, le Soudan devient indépendant, renforçant la tutelle de Khartoum sur les périphéries du Sud. Ceci constitue aussi un désaveu pour l'Égypte. Pendant toute cette période, la tension est très vive dans le Sinaï, le Néguev et la bande de Gaza. Alors que les agents de la CIA, suivant les lignes directrices du plan Alpha, tentent de trouver des solutions pour faire décroître la tension, la question de l'armement égyptien devient première pour Nasser. Aussi leur annonce-t-il avoir répondu positivement à la

proposition de la Tchécoslovaquie en septembre 1955. Pour les acteurs américains, Nasser se rapproche du bloc de l'Est, ce qui est l'antithèse du plan Alpha.

À partir de 1956, le plan Alpha, dont le but initial était de résoudre les crises, précipite des réalignements contradictoires accroissant sensiblement les tensions dans la région. Au Liban, le président Chamoun se voit contraint de déclarer que son pays ne rejoindra aucune alliance pour ne pas risquer des affrontements avec les forces progressistes. En Syrie, les gouvernements, tout en ayant noué une alliance tripartite avec l'Égypte et l'Arabie saoudite, ne peuvent décider de l'alignement du pays, devant les pressions de l'Irak. Israël et l'Égypte poursuivent les escarmouches de frontières. Ce dernier dénonce régulièrement la connivence de l'Irak avec l'Occident. En Europe, Nasser devient de plus en plus le représentant des mouvements nationalistes pour les gouvernements français qui voient en Israël à la fois le survivant de la Shoah qu'il faut défendre et le modèle d'un socialisme réussi. Le rapprochement égypto-soviétique suscite l'inquiétude de la Grande-Bretagne. La Jordanie, enfin, est un territoire soumis à d'intenses pressions à la fois israéliennes, ce qui la force à s'appuyer sur la Grande-Bretagne comme puissance à même de bloquer l'État hébreu, et égyptiennes, *via* « La Voix arabe », ce qui pousse le roi Hussein à se rapprocher de Nasser.

Cas d'espèce, l'information contrôlée, le compartimentage de l'action diplomatique occidentale, les rivalités régionales fortes, les divisions des scènes intérieures arabes et israéliennes font donc que la solution à la crise de 1948 pour préparer le Moyen-Orient à participer à l'effort de guerre contre l'URSS crée justement les conditions adéquates à l'émergence d'une nouvelle crise d'Orient.

#### SÉMINAIRE – CULTURE POLITIQUE ARABE

Les séminaires consacrés à la culture politique arabe proposent cette année des rencontres avec des diplomates en tant qu'acteurs de la scène politique du Moyen-Orient.

Ce cycle sur l'action diplomatique a débuté avec Leïla Shahid, déléguée générale de l'Autorité palestinienne en France de 1994 à novembre 2005, puis ambassadrice de la Palestine auprès de l'Union européenne, de la Belgique et du Luxembourg de 2005 à 2015. Le deuxième invité de ce cycle était Nassif Hitti, ambassadeur de la Ligue arabe en France et observateur permanent auprès de l'Unesco entre 2000 et 2013. Du côté de la France, j'ai accueilli Yves Aubin de la Messuzière, diplomate et ancien ambassadeur de France qui a occupé plusieurs postes dans la région : Tunisie, Jordanie, Irak et Égypte. Il a été directeur du département Afrique du Nord et Moyen-Orient (ANMO) au ministère des Affaires étrangères de 1999 à 2002. Dans la continuité de l'exploration de l'action diplomatique française dans la région, Jean-Marc de la Sablière, ambassadeur de France en République arabe d'Égypte de 1996 à 2000, était le quatrième invité du cycle. Jean-Marc de La Sablière était conseiller diplomatique du président de la République, Jacques Chirac de 2000 à 2002 quand il a été nommé représentant permanent de la France auprès des Nations unies jusqu'en 2007.

Le dernier invité de ce cycle était Hicham Alaoui, membre de la famille royale marocaine et petit-fils de Muhammad V. Cette dernière séance a été consacrée à la démocratisation et à la sécularisation au Moyen-Orient.

Ces interventions variées ont à chaque fois donné lieu à des échanges avec les intervenants, portant sur les expériences diplomatiques exposées ou sur l'actualité la

plus immédiate. Le séminaire – et le fait qu’il se tienne depuis 2016 en amphithéâtre Marguerite de Navarre en témoigne – a ainsi confirmé son ancrage comme lieu de rencontre et d’excellence sur le monde arabe.

#### RECHERCHE – ACTIVITÉS ET PUBLICATIONS DE L’ÉQUIPE

Les relations entre Orient arabe et Occident constituent toujours l’axe principal des recherches de la chaire. Des thématiques comme le suivi de trajectoires nationales (Égypte, Syrie, Palestine), les relations internationales, bilatérales (Palestine et Égypte ; Syrie et France) ou multilatérales (France et pays de la Méditerranée) restent au cœur de la production scientifique de la chaire.

#### HENRY LAURENS, PROFESSEUR TITULAIRE DE LA CHAIRE

J’ai continué mes activités de membre du conseil scientifique des Rendez-vous de l’histoire de l’Institut du monde arabe, du conseil d’administration de la Fondation nationale des sciences politiques, du conseil d’administration de la Maison du Liban à la Cité universitaire de Paris, du conseil d’établissement du Collège de France, du conseil scientifique de la fondation Hicham Alaoui et de la Commission des Archives du ministère des Affaires étrangères.

Par ailleurs, un grand colloque a été organisé le 28 novembre 2019 par ma chaire en collaboration avec le CAREP (Centre arabe de recherches et d’études politiques de Paris) sur le thème « Des démocraties en invention ? Les pays arabes comme laboratoire de nouvelles transformations du politique ». Un séminaire sur une base mensuelle avec Jalila Sbaï avait été engagé sur « La démocratie française et les Français musulmans face aux guerres civiles et aux déchirements des mondes arabes et musulmans (1979-2019) ». Quatre séances ont pu être tenues.

Je suis également intervenu à des conférences à l’université Panthéon-Assas Paris II, à l’iReMMO, à l’Institut catholique et à la fondation Hicham Alaoui. En octobre 2019, j’ai fait une mission en Algérie avec plusieurs conférences. Au début du mois de mars, une autre mission avec conférence a eu lieu en Afrique du Sud.

À partir de la mi-mars, toutes les activités externes ont été suspendues sauf celles qui ont pu se tenir à distance.

#### JALILA SBAÏ, INGÉNIEURE-CHERCHEUSE ASSOCIÉE

Le décès de Jalila Sbaï, ingénieure-chercheuse associée à la chaire, s’est produit au début du mois d’octobre 2020.

#### MANON-NOUR TANNOUS, CHERCHEUSE ASSOCIÉE

Manon-Nour Tannous, maîtresse de conférences en science politique à l’université de Reims Champagne-Ardenne, a, parallèlement à son service d’enseignement en science politique et relations internationales, poursuivi ses recherches sur le conflit syrien et la fabrique de la diplomatie. Elle est intervenue dans les médias et des ateliers de médiation scientifique sur la question syrienne, dans le but de participer à la compréhension des reconfigurations en cours. Ces thématiques ont été élargies par

l'intégration à des projets collectifs : le projet ANR RefWar sur les réfugiés de guerre et le Groupe de recherche sur l'action multilatérale (GRAM, GDR CNRS). En tant que présidente du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient (CCMO), association de jeunes chercheurs, M.-N. Tannous a continué à contribuer à l'animation du champ de la recherche sur la région, notamment par l'organisation de séminaires soutenus et accueillis par le Collège de France et la chaire Histoire contemporaine du monde arabe. Par ailleurs, son équipe et elle ont organisé un colloque international sur les images et imaginaires en Afrique du Nord et au Moyen-Orient.

En tant que rédactrice en chef de la revue *Maghreb-Machrek*, elle pilote avec le comité de rédaction la refonte de cette publication historique sur l'ère régionale des mondes arabes et musulmans, afin de l'inscrire dans le champ académique des études sur la région. D'autre part, M.-N. Tannous est co-responsable de la rubrique « Afrique du Nord – Moyen Orient » de l'*Annuaire français des relations internationales*, parution annuelle et pluridisciplinaire qui questionne l'évolution des enjeux internationaux en cours.

### Publications

TANNOUS M.-N. et PACREAU X., *Les Relations internationales*, Paris, La Documentation française, coll. « Découverte de la vie publique », 2020.

TANNOUS M.-N., EGGER C. et TENENBAUM C., « Sécurité et maintien de la paix, l'Assemblée générale dans l'ombre du Conseil de sécurité », in G. DEVIN, F. PETITEVILLE et S. TORDJMAN (dir.), *L'Assemblée générale des Nations unies. Une institution politique mondiale*, Paris, Presses de Sciences Po, 2020, p. 135-159.

TANNOUS M.-N., « Le jeu des puissances régionales et internationales dans le conflit syrien », in B. BADIE et D. VIDAL (dir.), *L'État du monde 2021. Le Moyen-Orient et le monde*, Paris, La Découverte, 2020, p. 193-199.

TANNOUS M.-N., « La Syrie face au Coronavirus : fragmentation, manipulation et politisation », *Thucyblog*, n° 40, 28 mai 2020.

### FRANÇOIS CECCALDI, DOCTORANT ASSOCIÉ

François Ceccaldi a consacré l'année à la finalisation de sa thèse dont une version finale a été soumise et acceptée en septembre 2020. Il est dispensé des enseignements en histoire et en science politique à Sciences Po Paris.

### MATTHIEU REY, CHERCHEUR ASSOCIÉ

Depuis l'affectation à l'IFAS-Recherche (Johannesburg) de Matthieu Rey, ses travaux de recherche se sont principalement orientés sur l'exploration des formes du politique et leur évolution dans le territoire d'Afrique australe affecté par les migrations de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle. Deux entités ont fait l'objet d'un investissement plus particulier : ce qui devient, dans la langue européenne, le royaume Ndebele sous Mzilikazi et Lobengula, et le territoire contrôlé par Dingiswayo. L'idée est de comprendre la mutation des pratiques territoriales du politique. En parallèle, M. Rey a poursuivi son enquête sur la frontière syro-turque au contact de l'Euphrate, espace soumis à un redéploiement de l'autorité ottomane. Les deux grands volets de cette recherche participent d'un questionnement de la « frontiérisation » du monde au XIX<sup>e</sup> siècle.

Il a, par ailleurs, achevé et remis le manuscrit de thèse à AUC Press, celui d'un ouvrage collectif sur l'histoire de l'islamisme, à paraître à CNRS Éditions (dans lequel j'ai écrit deux chapitres), et largement avancé l'édition critique de la mission du capitaine de Torcy en Syrie en 1880.

### Publications

REY M. et RUIZ DE ELVIRA L., « Luites de sens, cadrages et grammaire lexicale en contexte révolutionnaire. Le cas de la Syrie (2011-2012) », *Cultures et Conflits*, vol. 1, n° 117, 2020, p. 11-13.

REY M., « Drawing a line in the sand? An(other) history of the border », in M. CIMINO, *Syria: Borders, Boundaries and the State*, Londres, Palgrave Macmillan, coll. « Mobility & Politics », 2020.

REY M., « Debt without taxation: Iraq, Syria and the crisis of empires from the mandates to the Cold War period », in N. DELALANDE et N. BARREYRE, *A World of Debts: A Political History*, London, Palgrave Macmillan, coll. « Palgrave Studies in the History of Finance », 2020.

REY M., Recension de : BYRNES J.J., *Mecca of Revolution. Algeria, Decolonization & Third World* (Oxford, Oxford University Press, coll. « Oxford Studies in International History », 2016), *Review of Middle East Studies*, vol. 54, n° 1, 2020, p. 107-109.

REY M., Recension de : SURUN I., *Dévoiler l'Afrique ? Lieux et pratiques de l'exploration, Afrique occidentale, 1780-1880* (Paris, Éd. de la Sorbonne, 2018), *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 3, n° 67-3, 2020, p. 190-192.

REY M., Recension de : MOTADEL D., *Les Musulmans et la machine de guerre civile* (Paris, La Découverte, 2019), *La Vie des idées*, « La politique nazie et l'islam », 2020.

### DIMA ALSAJDEYA, DOCTORANTE ASSOCIÉE

Dima Alsajdeya a consacré l'année essentiellement à la rédaction de sa thèse, qui porte sur le rôle et l'implication de l'Égypte de Moubarak dans les tentatives de règlement du conflit israélo-palestinien (1981-2011). Elle a également dispensé des enseignements en histoire et en science politique à Sciences Po et à l'ESCP.

### Publications

ALSADJEYA D., « Hosni Moubarak (1928-2020) : Réflexions sur 30 ans de pouvoir », *ThucyBlog*, n° 45, 15 juin 2020.

### VALÉRIE STIEGLER, DOCTORANTE ASSOCIÉE

Valérie Stiegler a consacré l'année à l'achèvement de la rédaction de sa thèse portant sur la politique méditerranéenne du président Georges Pompidou sous la direction du professeur Henry Laurens et du professeur Alya Agan, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Son travail de recherche a consisté en communications et publications sur la politique française en Méditerranée et en l'organisation de manifestations diverses, dans le cadre du Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient.

### Publications

STIEGLER V., « J.-B. Raymond et les relations avec le Maghreb », in C. MANIGAND et O. SIBRE (dir.), *Jean-Bernard Raymond, un diplomate en politique*, Berne, Suisse, Peter Lang, coll. « Georges Pompidou – Études », 2020.